

Agriculteurs du monde

Bulletin d'information de la FIPA, janvier - février 2006

Fédération
Internationale
des Producteurs
Agricoles



UN AN POUR FINIR LES TRAVAUX INACHEVÉS

David King, Secrétaire général

En général, une nouvelle année commence par une autre liste de bonnes intentions. En France, on parle de « vœux », et tout personnage politique important offre les siens. Aux États-Unis, le président prononce son discours sur l'État de l'Union, assorti d'autres bonnes intentions pour l'année. D'autres pays ont des traditions du même genre.

Les vœux de la FIPA pour 2006 ne se résument pas à d'autres bonnes intentions, mais plutôt à un effort concerté d'exécuter les décisions déjà prises.

Si l'on en fait le bilan, 2005 aura été une année de travaux inachevés (les négociations en cours du Cycle de Doha à l'OMC ont accumulé dans le passé des délais non respectés, et des objectifs non réalisés l'an dernier ; en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement, on est bien loin des cibles fixées pour 2015, et 2005 fut marqué par de nouvelles stratégies censées prendre la relève de vieilles stratégies restées en plan), telles les nouvelles propositions de réforme de la FAO. Que 2006 soit donc placée sous le signe d'une volonté politique de véritablement mettre en œuvre les plans et stratégies actuellement à l'étude.

L'année 2006 marque le 60^e anniversaire de la FIPA. Tout au long de l'année, la FIPA tentera, avec ses partenaires, de relever le défi d'atteindre les résultats recherchés pour les agriculteurs. Le Congrès mondial des agriculteurs, dont la NACF se fera l'hôte à Séoul (Corée) du 13 au 19 mai 2006, sera le haut lieu de ses activités.

D'ici au Congrès de la FIPA, les négociateurs de l'OMC devraient avoir mis en place les modalités relatives aux engagements en matière d'agriculture et d'accès aux marchés non agricoles (NAMA). Les dirigeants agricoles devront jusque-là demeurer proches de leurs ministres du commerce et de l'agriculture pour veiller à ce que l'accord conclu soit juste et qu'il comporte de véritables avantages pour les agriculteurs. Certains observateurs craignent que le délai du 30 avril ne soit pas respecté, mais il vaut mieux que les agriculteurs s'efforcent de faire avancer les choses maintenant que d'attendre la bousculade de dernière minute en juillet, et de s'exposer à des résultats imprévus.

Hormis les négociations de l'OMC, la FIPA tente de faire progresser davantage les dossiers de la concentration industrielle, les mesures visant à atténuer la vulnérabilité des familles agricoles face au pouvoir des sociétés multinationales qui dominent la filière agro-alimentaire. La FIPA forme des partenariats avec plusieurs autres organes internationaux pour rechercher les instruments de marché (ex. : négociation collective) et les instruments de gestion des risques qui permettront de renforcer la position des agriculteurs dans la filière alimentaire. Au Congrès de Séoul, la FIPA examinera avec les ministres de l'agriculture des pays asiatiques comment améliorer le fonctionnement des marchés au profit des agriculteurs.

Suite à la page 7

Événements FIPA

- 13-19 mai : 37^e Congrès mondial des agriculteurs et célébrations du 60^e anniversaire de la FIPA, Séoul, Corée du Sud. *Thème* : 60 ans de renforcement du pouvoir des agriculteurs pour la diversité, la durabilité, la santé et la paix.

- 28-29 septembre : Conférence Euro-Méditerranéenne sur l'agriculture, conjointement organisée par la FIPA, le Parlement Européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

- Novembre : Comité Exécutif de la FIPA.

- 16-18 novembre : 26^e assemblée du conseil de l'AMPBCS, Hanovre, Allemagne.

- 20 novembre : Consultation annuelle AMPBCS-OIS, Londres.

Participation de la FIPA aux événements internationaux

- 30 janvier – 2 février : Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, Bamako, Mali.

- 1^{er}-2 février : Dialogue public-privé Banque mondiale DFID-OCDE-AFD, Paris, France. *La FIPA organisera une table ronde avec le centre de développement de l'OCDE.*

- 6-10 février : Commission du commerce des biens et services et des produits de base de la CNUCED, Genève.

- 7-8 février : Réunion de Povnet (OCDE), Paris.

- 13-14 février : 1^{er} Forum des agriculteurs du FIDA, Rome.

- 15-16 février : Conseil des gouverneurs du FIDA, Rome.

- 20-23 février : Groupe de travail du Codex pour les pommes, Santiago, Chili.

- 22-24 février : Réunion annuelle de l'OCDE sur les Codes normalisés pour les essais officiels de tracteurs, Paris.

- 7-10 mars : Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, Porto Alegre, Brésil.

À lire sur le site Internet de la FIPA www.ifap.org

- [Calendrier FIPA 2006](#)

- Rapport de la FIPA sur [la 6e Conférence ministérielle de l'OMC](#). Hong Kong, 13-18 décembre 2005.

- [Speech of the IFAP President Jack Wilkinson at the FAO Conference, Rome, 22 November 2005.](#) (anglais)

- [Boletín del Comité para América Latina y el Caribe- No 2-La agricultura de nuestra región](#) (espagnol)

- Conférence de l'ONU pour les Changements Climatiques. [Intervention des agriculteurs de la FIPA](#), Montréal, 9 décembre 2005.

Activités de la FIPA

Comité des agriculteurs méditerranéens de la FIPA, 28-29 novembre, Antalya, Turquie

La 9^e Session du Comité méditerranéen de la FIPA, tenue à Antalya (Turquie), avait pour hôte le TZOB, organisation turque membre de la FIPA. Au cours de cette réunion, qui suivait immédiatement la réunion des ministres euro-méditerranéens pour célébrer le 10^e anniversaire du Processus de Barcelone (accord de partenariat euro-méditerranéen signé en 1995), il a surtout été question de définir une identité méditerranéenne commune. Cette réunion fut également l'occasion d'examiner les résultats d'une étude intitulée « Agricultures durables sur le pourtour méditerranéen : contraintes et perspectives », menée par le Secrétariat de la FIPA de concert avec le CIHEAM (Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes). Cette étude, qui a pour but de mieux cerner les besoins des agriculteurs, servira aux institutions européennes d'instrument pour exercer les pressions voulues durant la période préparatoire à la création d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange en 2010. Les participants ont également abordé des questions aussi importantes que le besoin de combler l'écart entre les deux côtes du Bassin en élaborant des stratégies pour renforcer les capacités relatives à l'information sur le partenariat euro-méditerranéen, la formation, les services de vulgarisation, l'identification de la qualité des produits méditerranéens, et pour améliorer le fonctionnement des marchés intérieurs, entre autres. Ils se sont également entendus sur la nécessité de renforcer leur collaboration avec le milieu de la recherche et avec les institutions européennes. Un nouveau bureau a été élu, avec pour président du Comité M. Guy Giva de l'APCA (Assemblée permanente des Chambres d'agriculture de France). M. Giva a annoncé son nouveau programme de travail.

Information : Consulter le rapport de cette Session à l'adresse suivante : <http://www.ifap.org/en/publications/reports.html>

Conférence mixte OMS/OIE/FAO/Banque mondiale sur « la mobilisation des ressources pour le contrôle de la grippe aviaire et la prévention d'une pandémie chez les humains », Genève, 7-9 novembre 2005

La FIPA était représentée par M. Robert Burden (Canada) à la Conférence mixte sur « la mobilisation des ressources pour le contrôle de la grippe aviaire et la prévention d'une pandémie chez les humains », organisée par les principales organisations internationales qui œuvrent dans ce domaine. Cette réunion, qui reflète clairement les défis qui se posent au monde entier, illustre à quel point l'on compte sur tous les agriculteurs pour prévenir et réduire la propagation de la grippe aviaire et de la pandémie chez les humains qui en découle. Il a été question de trois sujets en particulier : état de la santé internationale et de la réaction des pays ; s'attaquer aux dimensions mondiales et régionales de la grippe aviaire ; appuyer la mise en œuvre de programmes nationaux intégrés. M. Burden a souligné trois aspects qui se rattachent directement à la FIPA et à ses organisations

membres : indemnisation des agriculteurs ; surveillance et ressources de laboratoire ; biosécurité. La question d'assurer une indemnisation suffisante aux agriculteurs a été qualifiée de grande priorité au cours de cette réunion. Les participants ont reconnu en général que la société exproprie en fait les actifs des agriculteurs pour réduire le risque de propagation de la maladie. Ceci engendre une situation où les coûts sont très concentrés et les avantages très dispersés. Le D^r Lee Jon-Wook, directeur général de l'OMS, a déclaré que les agriculteurs sont ceux qui contribuent le plus, et de loin, à prévenir la grippe aviaire et le risque d'une pandémie pour les humains. Hélas, la notion de ce qui constitue une indemnisation appropriée n'a pas été abordée en détails. À l'issue de la réunion, M. Burden a déclaré : « Même si je me réjouis grandement que les conférenciers aient reconnu la nécessité d'une indemnisation, j'ai la quasi conviction qu'ils ne comprennent pas pleinement la réalité à laquelle se heurtent les agriculteurs dans la pratique. Il faut instaurer un cadre d'indemnisation clairement défini qui puisse s'appliquer à toutes les régions du monde. Les solutions qui servent à réduire le risque d'une pandémie mondiale causée par la grippe aviaire n'éliminent pas pour autant le potentiel que détiennent les agriculteurs du monde d'exercer leurs activités de manière efficace et efficiente. »

Information : Un exposé détaillé de toutes les interventions et un sommaire des 10 enjeux et 12 points prioritaires qui ont été signalés lors de la session de clôture est publié sur le site Web suivant : http://www.who.int/mediacentre/events/2005/avian_influenza/avian_influenza_meeting_presentations/en/index.html.

Forum mondial sur l'agriculture de l'OCDE, Paris, 30 nov. – 1^{er} déc. Thème : « Cohérence des politiques en matière de commerce et de développement »

Lors de la première session du Forum, le président du Comité des agriculteurs asiatiques de la FIPA, Raul Montemayor, a présenté un exposé sur « La cohérence des politiques concernant le développement : Ce que cela signifie pour les agriculteurs ». Le président de la FIPA, Jack Wilkinson, a participé à un débat de haut niveau en table ronde pour tirer les conclusions des délibérations du Forum. Il a souligné la nécessité d'accroître les investissements internationaux dans l'agriculture, y compris dans la recherche, et a déploré le recul de l'aide accordée à l'agriculture. L'aide à l'agriculture est en nette régression depuis le milieu des années 1980, les plus pauvres du monde étant les plus touchés par ce déclin. Les changements structurels entourant le remaniement des chaînes d'approvisionnement, la concentration croissante en aval, ainsi que les effets négatifs de l'escalade tarifaire sur l'essor d'un secteur à valeur ajoutée dans les pays en développement empêchent les agriculteurs d'exploiter pleinement les débouchés des marchés émergents, a expliqué M. Wilkinson. Le président de la FIPA a également exhorté l'OCDE à analyser davantage les incidences des politiques actuelles sur les tierces parties et les bénéficiaires visés.

Activités de la FIPA

Réunion du conseil d'AgriCord, Paris, 1^{er} décembre

Lors de sa réunion en décembre 2005, le conseil a examiné les rapports d'étape des 52 projets mis en œuvre dans le cadre du Programme de renforcement de la capacité commerciale, ainsi que les progrès d'autres projets Agricord. Le Programme de renforcement de la capacité commerciale se poursuivra jusqu'à la fin de 2006, et une évaluation est déjà en cours. Des pourparlers en vue de la création d'un programme plus vaste de suivi sont déjà amorcés. La signature d'un nouveau programme triennal de renforcement de la capacité commerciale avec l'ACDI du Canada a été annoncée. Le président, Gerard Doornbos (Pays-Bas), s'est dit satisfait des progrès accomplis dans le renforcement des organisations agricoles des pays en développement depuis la création d'AgriCord en 2003. Il a ajouté que les efforts déployés par AgriCord avaient permis aux dirigeants agricoles des pays en développement de participer beaucoup plus activement aux débats sur les politiques de la FIPA, et a demandé que l'on s'efforce davantage de traduire ces recommandations sur les politiques en programmes stratégiques sur le terrain. M. Doornbos a rappelé qu'il n'était plus président de la LTO, organisation agricole néerlandaise, et a donc annoncé qu'il abandonnerait la présidence d'AgriCord après le prochain Congrès mondial des agriculteurs de la FIPA.

La FIPA participe pour la première fois à la CdP11 de la CCNUCC (Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques) et à la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP - RdP-1) - 28 novembre - 10 décembre, Montréal, Canada

La délégation de la FIPA, constituée des représentants des organisations canadiennes membres issues de la FCA (Fédération canadienne d'agriculture) et de l'UPA (Union des Producteurs Agricoles) du Québec, sous la direction du président de cette dernière, M. Laurent Pellerin, ainsi que du Secrétariat de la FIPA, a participé à cet événement qui a fait la manchette dans les médias. La participation de la FIPA a été marquée par l'intervention de M. Laurent Pellerin qui s'est fait le porte-parole des agriculteurs du monde entier au cours du segment ministériel de haut niveau : il a souligné la nécessité d'envisager les changements climatiques de manière globale, comme étant surtout un enjeu de sécurité alimentaire et bien plus qu'une menace pour les agriculteurs. Il a également insisté sur le rôle positif des agriculteurs pour atténuer les effets des changements climatiques et s'y adapter, ainsi que sur le potentiel non exploité qu'ils détiennent pour poursuivre dans ce sens. Toutefois, ce rôle doit être mieux mis en valeur et soutenu par les gouvernements et d'autres parties prenantes concernées. Les agriculteurs doivent être représentés systématiquement à une instance aussi importante que la CCNUCC s'ils veulent mieux faire respecter leurs besoins et leurs attentes. La CdP-RdP a attiré 9500 participants, dont 2800 représentants des gouvernements et plus de 5800 représentants des organes et

agences de l'ONU, des organisations intergouvernementales et des ONG.

La réunion a porté sur des questions telles que le renforcement des capacités, le transfert et le développement technologique, les effets néfastes des changements climatiques pour les pays en développement. Cette rencontre s'est avérée relativement concluante, car les participants ont réussi à s'entendre sur une façon d'envisager les mesures à prendre au delà de 2012 dans le cadre de la CCNUCC.

Information : Discours de la FIPA à l'adresse suivante : <http://www.ifap.org/fr/newsroom/speeches.html>

Réunion statutaire du GFAR, Marrakech, Maroc, 1-4 décembre

Le Forum Mondial pour la Recherche Agricole (GFAR) s'est réuni du 1^{er} au 4 décembre 2005 à Marrakech, Maroc. Chercheurs, organismes de financements, ONG et agriculteurs ont fait le bilan des activités régionales et internationales de ce réseau et de ses programmes de recherche.

La FIPA, représentée par Ron Bonnett (Canada), membre du Comité de la FIPA pour la recherche agricole, a exposé les avancées notables de 2005 en matière de recherche agricole. Il a été notamment souligné la mise en place du Comité sur la recherche agricole qui travaille à une implication systématique des agriculteurs dans les processus de recherche et à une prise en compte de dimensions socio-économiques dans la recherche actuelle. Mr. Bonnett a aussi détaillé le plan d'action de ce nouveau Comité sur lequel la FIPA travaillera dans les mois à venir. Le bilan de la contribution des agriculteurs de la FIPA a été bien accueilli par les membres du GFAR et le Comité de recherche agricole est perçu comme une avancée concrète pour l'avenir.

Suite aux présentations des forums de recherche régionaux, il faut souligner une évolution positive de l'implication des agriculteurs de la FIPA dans les organes de décisions et dans les programmes régionaux. La FIPA est hautement reconnaissante des efforts effectués dans ce sens par les forums régionaux de recherche agricole.

Aujourd'hui, il est nécessaire que les membres du Comité de la FIPA sur la recherche agricole s'impliquent au niveau régional et international : un effort particulier doit être fait par chacun quant à la régularité des contacts et la qualité des échanges avec les forums régionaux.

Le GFAR a nommé M. El Beltagy comme nouveau Président à partir de mai 2006. L'Assemblée Générale du GFAR se tiendra à New Delhi, Inde, du 6 au 11 décembre 2006.

Les réunions du GFAR ont été suivies des réunions du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR) du 5 au 9 décembre, auquel la FIPA a assisté. Pour plus d'information :

<http://www.cgiar.org/enews/december2005/>

Comité de l'OCDE chargé de la consultation avec les OSC en matière d'agriculture, Paris, 5 décembre

Les organisations de la société civile ont été invitées par le Comité de l'agriculture de l'OCDE à se prononcer sur l'enjeu stratégique le plus important pour le groupe qu'elles représentent respectivement, et sur les mesures que les gouvernements nationaux ou l'OCDE pourraient prendre pour réagir à cet intérêt pour les politiques. Le Comité a l'intention de tenir compte de ces opinions dans l'établissement de son programme de travail pour 2007-2008. Pour la FIPA, le principal enjeu stratégique était « les instruments de marché », c'est-à-dire des instruments appropriés qui permettent aux agriculteurs d'assurer un meilleur fonctionnement des marchés dans un système alimentaire mondial dominé par un petit nombre de grandes sociétés multinationales. Le Secrétaire général de la FIPA, David King, a donné quelques exemples provenant d'organisations membres, notamment d'Australie où l'on a accordé aux producteurs laitiers une exemption à la loi de la concurrence qui leur permet de former des groupes pour négocier collectivement avec les laiteries le prix et les conditions figurant dans les contrats de livraison ; en France, où le gouvernement a conclu un accord entre les organisations agricoles et les chaînes de détaillants, lequel a établi un lien entre le prix versé au producteur et le prix payé par les consommateurs dans les supermarchés ; au Canada, où la loi sur la commercialisation nationale permet aux producteurs de gérer l'offre et le prix de certains produits pour répondre aux exigences des consommateurs de l'ensemble du pays. Le Comité a appuyé fortement l'idée de décrire et d'analyser les divers instruments de marché qui existent dans les pays de l'OCDE, et de présenter l'ensemble des expériences dans un document de politique générale. La FIPA a également demandé à l'OCDE d'examiner les instruments de gestion des risques qui existent dans les pays de l'OCDE, et de les présenter tous ensemble dans un document de politique générale. Cette proposition a également suscité un fort appui.

Comité exécutif de la Fédération internationale des journalistes agricoles (FIJA), Berlin, 12 janvier 2006

Le Comité exécutif de la Fédération internationale des journalistes agricoles (FIJA) s'est réuni à Berlin pendant la Semaine verte internationale. La coordonnatrice des communications de la FIPA a été invitée à présenter à des journalistes de 30 pays un exposé sur la FIPA et sur ses politiques. Les deux organisations ont également examiné comment la FIPA et la FIJA pourraient collaborer plus étroitement, et assurer une meilleure coopération entre la FIPA et les journalistes agricoles membres de la FIJA. Il a été décidé que la publication *Agriculteurs du monde* serait distribuée à chaque représentant du Comité exécutif de la FIJA, qui la distribuera ensuite parmi les membres de son pays. La coordonnatrice des communications de la FIPA a invité les journalistes à assister au Congrès mondial des agriculteurs de 2006, en mai prochain à Séoul, et a également proposé d'envisager plus à fond avec la FIJA une façon adéquate de transmettre les nouvelles du Congrès aux

journalistes qui ne pourront y assister. **Information** : site Web de la FIJA: www.ifaj.org

Appel aux organisations membres

- Veuillez renvoyer, dûment rempli, le **questionnaire sur la participation des femmes aux organisations agricoles** au Secrétariat de la FIPA **d'ici au 15 février** à l'adresse suivante :

Kareen Holtby : kareen.holtby@ifap.org

Assistante de Fabienne Derrien,

Responsable des politiques concernant les femmes.

Les résultats de ce questionnaire seront présentés au Congrès mondial des agriculteurs 2006 de la FIPA.

- Veuillez adresser vos **commentaires** sur la dernière version des **Recommandations de la FIPA sur les régimes alimentaires** d'ici au **6 mars** à FabienneDerrien@ifap.org

La FIPA à Hong Kong

Conférence des agriculteurs de la FIPA sur le commerce international, Hong Kong, Chine, le 12 décembre

La veille de l'ouverture de la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, la FIPA a invité les ministres du commerce et de l'agriculture des principaux groupes de négociation à donner aux agriculteurs leur avis sur « Les questions en suspens dans les négociations sur l'agriculture ». Deux cents représentants des agriculteurs issus de 30 pays y ont participé, sous la houlette du président de la FIPA, Jack Wilkinson. Au nom du **G-20**, le Secrétaire à l'Agriculture du Brésil, Roberto Rodrigues, a déclaré que l'ouverture des marchés agricoles est cruciale pour le développement, et que toute subvention qui fausse les échanges rend la concurrence déloyale. Il a ajouté que les propositions faites par le G-20 constituaient un compromis bien dosé. M. Rodrigues a insisté sur l'importance d'aboutir à des résultats substantiels pour l'agriculture dans les pays en développement, et a proposé de restreindre le nombre de « produits sensibles » à moins de un pour cent des lignes tarifaires pour les pays développés. Toutefois, le G-20 a réagi favorablement aux propositions du G-10 qui consistent à assouplir l'accès au marché, a-t-il expliqué, parce que ce ne sont pas des exportateurs et qu'ils ne faussent pas les marchés mondiaux. Quant à la Commissaire à l'Agriculture de l'**Union européenne**, Mariann Fischer Boel, elle a déclaré que l'UE avait fait une offre plus audacieuse que jamais à l'OMC, offre qui s'inspire d'une réforme ambitieuse de la politique agricole européenne. Cette politique découple 90 pour cent des versements directs aux agriculteurs et instaure l'éco-conditionnalité pour les questions d'environnement et de qualité. Elle a ajouté que la Conférence ministérielle de Hong Kong devait aboutir à un « ensemble de résultats réels pour le développement durable », qui comprenne l'accès sans contingent et en franchise de droits pour les pays les moins avancés, et des résultats acceptables pour le coton.

... FIPA à Hong Kong

Le porte-parole des pays ACP et africains, la ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'emploi du Bénin, Mme Massiyatou Latoundji Lauriano, a déclaré que les ministres étaient convenus, au cours de ce Cycle, de rectifier la marginalisation des petits exploitants et de tenir compte des besoins des pays en développement et des pays les moins avancés. Elle a réclamé l'élimination intégrale des subventions du coton par rapport à leur niveau de 2005, l'élimination de l'ensemble du soutien à l'exportation et la création d'une « catégorie du développement ». Quant à l'Indonésie, coordonnatrice du groupe de pays en développement **G-33** (qui compte 43 membres), elle veut plus qu'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement les plus pauvres. La sous-ministre de l'Agriculture et négociatrice en chef pour l'agriculture, le D^r Delima Azahari, a déclaré que le G-33 avait fait des propositions concernant les produits spéciaux et un mécanisme de sauvegarde spécial pour la sécurité alimentaire, la sécurité de la subsistance et le développement rural à l'aide d'indicateurs variant selon la situation de chaque pays. Le ministre de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches du Japon, Mr. Shoichi Nakagawa, dirigeant du groupe de pays importateurs en développement **G-10**, a présenté une nouvelle Initiative d'expansion du commerce dans les pays en développement, semblable à l'initiative « un village, un produit » menée au Japon. Il a expliqué que les négociations de l'OMC devraient atténuer pour tous les disparités entre les pays développés et les pays en développement, et non pas seulement au profit de quelques pays exportateurs. M. Iwanaga a également réclamé avec force que tous les pays puissent protéger leurs produits sensibles, puisque c'était là l'assise de la coexistence de formes différentes d'agriculture. Au nom du **Groupe de Cairns**, représentant 17 pays exportateurs de produits agricoles, la ministre de l'Agriculture et des Terres d'Afrique du Sud, Mme Thoko Didiza, a déclaré que le succès du Cycle serait jugé en fonction de ce qu'il apportera pour l'agriculture dans les pays en développement. Il était crucial de maintenir des objectifs ambitieux pour l'agriculture, a-t-elle ajouté, et de corriger comme il se doit les déséquilibres marqués dans le commerce des produits agricoles. Un groupe d'experts de six **dirigeants agricoles régionaux membres de la FIPA** ont présenté leur point de vue sur les interventions des ministres. Ces membres étaient Allan Burgess (NFF Australie), Jacques Bonou (FUPRO, Bénin), Bob Friesen (FCA, Canada), Gerd Sonnleitner (DBV, Allemagne), Raul Montemayor (FFF, Philippines) et Fernando Lopez (CNFR, Uruguay). Ils ont souligné qu'il s'agissait d'un « cycle de développement » axé sur l'agriculture, tout particulièrement sur la subsistance des agriculteurs. Ce cycle devrait renforcer la position des agriculteurs pour que l'agriculture familiale dispose des outils nécessaires pour survivre dans cette ère de mondialisation. Toutefois, le développement ne se borne pas à des réformes du commerce, ont-ils ajouté. Les agriculteurs doivent pouvoir accéder aux marchés, mais aussi être en mesure de respecter les normes du commerce international. Qui plus est, pour ces millions d'agriculteurs qui ne se livrent pas au commerce, les législateurs nationaux doivent assumer leurs responsabilités en assurant la sécurité alimentaire et la subsistance des familles agricoles dans leurs

pays respectifs. Les dirigeants agricoles ont également souligné le besoin d'engagements bien dosés dans tous les secteurs des négociations, et pas seulement en agriculture. Le **président des négociations de l'OMC sur l'agriculture**, l'Ambassadeur Crawford Falconer, a clos la Conférence. Il a déclaré que les négociateurs ont tout ce qu'il faut pour aboutir à des résultats très concrets en agriculture, même s'ils n'avaient pas réussi à produire des modalités complètes. Il aurait fallu plus de temps pour assimiler les diverses propositions, surtout celles qui concernent l'accès aux marchés qui n'avaient été soumises qu'au cours des deux derniers mois. L'Ambassadeur Crawford s'est dit confiant que les négociations aboutissent à des résultats très concluants sur le plan du développement. La Conférence des exploitants familiaux de la FIPA sur le commerce a permis aux agriculteurs d'exprimer leurs préoccupations aux négociateurs avant le début de leur réunion, et fut l'occasion de bien informer les dirigeants agricoles sur les priorités des principaux groupes de négociation en matière d'agriculture.

Information : Rapport de la FIPA sur la 6e Conférence ministérielle de l'OMC, Hong Kong, 13-18 décembre 2005 à <http://www.ifap.org/fr/publications/er-wtoconferencehk-12-05.html>

Événement parallèle FAO-FIPA-CI sur le « Dialogue avec les agriculteurs et les consommateurs sur les enjeux du commerce des produits agricoles, la sécurité alimentaire, le Cycle de développement de Doha et les OMD », Hong Kong, 14 décembre

Pour la première fois, l'événement parallèle de la FAO dans le cadre d'une conférence de l'OMC était organisé en collaboration avec la FIPA et Consumers' International. À l'ouverture de l'événement, le directeur général adjoint, Hartwig de Haen, a déclaré que les avantages du libre-échange ne sont ni universels, ni automatiques, puisque les pays ne sont pas tous des partenaires égaux. Des mesures complémentaires, telles que le traitement spécial et différencié pour les pays en développement, s'imposaient donc pour accompagner la libéralisation des échanges. Le président de la FIPA, Jack Wilkinson, a convenu et affirmé qu'il fallait s'entendre sur les mesures nécessaires pour assurer le développement et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, outre les règles régissant le commerce, et mettre ces mesures en place. Par exemple, il a expliqué que, dans bien des cas, les pays en développement n'ont pas les systèmes voulus de traçabilité et de sécurité sanitaire des aliments pour pénétrer les marchés internationaux, qu'ils n'ont pas les systèmes réglementaires adéquats pour adopter la nouvelle technologie, et que leur capacité d'infrastructure est insuffisante. En outre, nombre d'agriculteurs sont lourdement imposés sur les intrants (taxes de 25 % sur les engrais au Mali) et sur les exportations (23 % sur les exportations de céréales et d'oléagineux en provenance d'Argentine). En général, les pays en développement n'ont pas préparé leur agriculture à tirer parti des débouchés du commerce. Si l'agriculture n'est pas rentable, elle ne pourra attirer les investisseurs, et les avantages négociés à l'OMC échapperont aux agriculteurs, a déclaré le président de la FIPA.

Activités des membres

Australie : La NFF accueille favorablement la représentation des producteurs dans le Code de l'industrie des produits frais et des produits d'épicerie

Grâce aux fortes pressions exercées par la National Farmers' Federation (NFF), les producteurs primaires ont enfin gagné trois sièges de plus au Produce and Grocery Industry Code Administration Committee (CAC), a annoncé le directeur général de la NFF, M. Ben Fargher, en décembre dernier. « La nomination de ces nouveaux membres hausse la proportion de producteurs par rapport aux détaillants et grossistes de 1:7 à 4:7. Espérons que ceci annonce une ère nouvelle plus constructive pour ce Code qui, si ce n'est la victoire remportée dans une procédure de règlement d'un différend, n'a jusqu'à présent pas réussi à apaiser les préoccupations des producteurs primaires », a expliqué M. Fargher. Ce Comité chargé de l'administration du Code est chargé de superviser le code d'éthique qui vise les relations entre les producteurs primaires et ceux qui se situent à d'autres niveaux de la chaîne d'approvisionnement. M. Fargher a ajouté que les agriculteurs voulaient travailler de manière constructive avec les grossistes et détaillants, et que le Code devrait aller dans ce sens. « Hélas, les demandes qui nous paraissaient raisonnables sont restées lettre morte au sein de ce Comité, ce qui, en 2004, a amené le gouvernement fédéral à s'engager à adopter un nouveau code d'éthique obligatoire pour le secteur horticole en vertu de la Trade Practices Act », a ajouté M. Fargher. « Le Code obligatoire entrera en vigueur en 2006 et rehaussera automatiquement les exigences du code facultatif actuel qui régit l'industrie des produits frais et des produits d'épicerie, surtout en ce qui concerne la limpidité des contrats conclus entre producteurs et grossistes. « La NFF approuve les mesures positives que prend ce Comité chargé du Code pour régler certains des problèmes auxquels se heurtent les producteurs primaires, et nous nous réjouissons à l'avance de collaborer avec les marchés de gros, Coles, Woolworths, entre autres acheteurs de produits primaires, afin de tirer le meilleur parti possible des relations entre les divers maillons de la chaîne d'approvisionnement », a ajouté M. Fargher.

Source : communiqué de presse de la NFF

Information : <http://www.nff.org.au/>

Espagne : 6^e Congrès fédéral de l'UPA, Zaragoza, 24-26 novembre 2005

Lorenzo Ramos a été réélu Secrétaire Général de l'UPA après avoir reçu le soutien de 88% des 200 délégués qui ont assisté au sixième congrès fédéral de l'organisation, à Saragosse. Huit femmes ont été élues à la nouvelle Commission exécutive fédérale, qui est passée de 15 à 19 membres, et il faut souligner la désignation de Montserrat Cortiñas comme nouvelle Vice-secrétaire générale, un fait historique dans les organisations agricoles espagnoles et européennes. La nouvelle commission a maintenu Ignacio Senovilla et Román Santalla respectivement aux postes de

Secrétaire de l'Agriculture et de l'Élevage, tandis qu'elle accueille comme nouveau Secrétaire d'Organisation Marcos Alarcón qui était jusqu'alors responsable des relations internationales. On constate par ailleurs la création du Secrétariat des Relations Institutionnelles, qui sera dirigé par José Domingo García et dont la mission consistera à renforcer la projection de l'organisation sur l'ensemble de la société.

Le congrès a également permis de définir les lignes fondamentales de l'action syndicale à mener durant les quatre prochaines années pour défendre l'agriculture et l'élevage familial. L'objectif poursuivi, comme l'a toujours défendu l'UPA, est d'obtenir une meilleure redistribution des fonds de l'agriculture et de faire en sorte que l'agriculteur puisse vivre d'une façon digne et respectée en effaçant l'image de « subsidé perpétuel ». L'organisation continuera de se battre, parmi d'autres revendications, afin d'éliminer les marges commerciales abusives et d'obtenir de bonnes réformes sectorielles et le retrait du certificat vétérinaire.

Le président de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA), Jack Wilkinson, est intervenu lors de l'acte d'ouverture du Congrès et a remercié l'UPA pour son invitation. Il a encouragé les affiliés présents à poursuivre la défense du métier d'agriculteur et a revendiqué le modèle d'agriculture familiale que représente l'organisation internationale face au modèle productiviste et intensif que certains essaient d'imposer lors de sommets comme celui de l'OMC tenu à Hong Kong.

L'acte de clôture du Congrès a été marqué par les interventions du Secrétaire général d'UGT, Cándido Méndez, du Secrétaire général à l'Agriculture du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (MAPA), Josep Puxeu, de Franz-Josef Feiter, Secrétaire général du Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA) et de José Antonio Guzmán, Secrétaire général technique du Département d'Agriculture de l'Aragon. L'acte final a été clôturé par l'intervention du Secrétaire général réélu de l'UPA, Lorenzo Ramos, qui a invité les nouveaux membres de la Commission exécutive et tous les délégués du Congrès à transmettre un message d'espoir et d'optimisme aux 50 000 affiliés et affiliées de l'UPA de sorte à poursuivre les efforts mis en œuvre dans le syndicat en vue de construire un avenir meilleur pour les petits et moyens agriculteurs et éleveurs espagnols.

Information : Site Internet de l'UPA at <http://www.upa.es/>

Cette page appartient aux organisations membres de la FIPA. Elle permet de transmettre de l'information de divers pays et reflète la diversité des organisations agricoles du monde entier. Le contenu de cette page ne met pas directement en jeu les travaux de la FIPA et ne traduit pas nécessairement son point de vue.

Éditorial : suite de la page 1

C'est le respect des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments qui sera la clé du succès sur le marché. La FIPA a répondu aux besoins des membres dans ces divers domaines en créant avec l'Organisation mondiale de la santé un programme de travail mixte sur les questions importantes de santé, et en nouant des relations de consultation avec l'Office international des épizooties (OIE). La FIPA doit maintenant regrouper tous les experts requis parmi les organisations agricoles pour tirer parti des possibilités ainsi offertes.

En 2005, la FIPA a passé beaucoup de temps à positionner les dirigeants agricoles dans les réseaux régionaux de recherche grâce aux travaux du Comité de recherche qu'elle a créé. Pour les dirigeants, le moment est donc venu de mener activement le programme des recherches destinées aux agriculteurs.

Il faudra en 2006 envisager un programme d'envergure, car le revenu des agriculteurs est gravement menacé presque partout dans le monde. Les organisations agricoles doivent être en mesure de faire entendre la voix des agriculteurs. Après les résultats très encourageants de son premier programme de renforcement des capacités mené avec AgriCord, la FIPA tente d'intensifier progressivement ses activités sur ce plan afin que les organisations agricoles se donnent vraiment les moyens de réaliser les ambitions de leurs membres.

Enfin, 2006 est l'Année internationale des déserts et de la désertification. La FIPA a noué des relations étroites avec la Convention des Nations Unies contre la désertification, à l'instar des autres conventions environnementales de l'ONU, et son Secrétariat est invité à prononcer une allocution au Congrès mondial des agriculteurs en Corée. La désertification est un véritable fléau pour les agriculteurs. Ne manquons pas cette occasion de promouvoir les programmes de réhabilitation des zones désertiques au profit des collectivités agricoles qui vivent en ces lieux ingrats.

Agriculteurs du monde est publié par le Secrétariat de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles.

Ce bulletin paraît en anglais, en français et en espagnol, et peut être consulté sur le site Internet de la FIPA : <http://www.ifap.org>

Veuillez envoyer vos commentaires à :
Julie Emond, coordonnatrice des communications
julie.emond@ifap.org

60, rue Saint-Lazare, 75009 Paris – France
Tél. : +33 1 45 26 05 53 Téléc. : +33 1 48 74 72 12

Avis : Les lecteurs sont invités à faire circuler ou à reproduire cette publication, à condition que la source soit dûment identifiée.

FAO

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005

La FAO a publié en décembre dernier son rapport intitulé « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005 (SOFA 2005) », qui étudie les liens entre l'agriculture, le commerce et la pauvreté, et tente de répondre à la question suivante : Le commerce peut-il être au service des pauvres? Selon le rapport, la réponse est oui, mais la libéralisation à elle seule ne suffit pas. Des politiques et des investissements doivent être mis en place pour permettre aux pauvres de tirer parti des nouveaux débouchés commerciaux tout en protégeant les groupes vulnérables contre les chocs liés à l'évolution du commerce. « Le commerce agricole et une libéralisation plus poussée des échanges peuvent débloquent le potentiel du secteur agricole afin de stimuler la croissance en faveur des pauvres, mais ces bénéfices ne sont pas garantis. »

Information: <http://www.fao.org/newsroom/en/news/2005/1000173/index.html>

Export Helpdesk en ligne

En décembre dernier, la FAO et la Commission européenne ont présenté aux membres de la FAO l'Export Helpdesk de la CE, service en ligne destiné aux pays en développement. Ce projet a pour but de proposer une série de mesures pratiques pour aider les exportateurs des pays en développement à bien tirer parti des régimes préférentiels qui leur sont accordés par l'UE en matière de commerce. L'Export Helpdesk a été lancé en février 2004 dans le but de renforcer la croissance économique des pays en développement en facilitant l'accès de leurs exportateurs aux marchés de l'Union européenne. Ce service gratuit fournit une information exhaustive aux exportateurs des pays en développement qui cherchent à approvisionner le marché de l'UE.

Site Web du Helpdesk : <http://export-help.cec.eu.int>
Information: <http://www.fao.org/newsroom/en/news/2005/1000174/index.html>

OMC : 6^e Conférence ministérielle à Hong Kong

Les ministres représentant les 149 gouvernements Membres de l'OMC ont approuvé une déclaration de 44 pages que l'OMC a qualifiée d'« avancée notable depuis l'ensemble de résultats de juillet 2004 et après six jours d'intenses négociations à Hong Kong ». Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a déclaré : « Nous sommes parvenus à replacer le Cycle sur la bonne voie après une période d'hibernation. » Le 18 décembre, juste après la Conférence, il a ajouté : « Il y a eu un rééquilibrage en faveur des pays en développement, dont les intérêts sont maintenant placés au cœur de nos négociations, comme nous l'avions prévu en 2001 lorsque nous avons lancé ce cycle. Il y a plus important : nous avons accumulé l'énergie politique nécessaire pour accomplir des progrès techniques en 2006. Nous avons maintenant assez de carburant pour voler désormais à la bonne altitude de croisière dans les négociations. » Les membres sont convenus d'achever les « modalités complètes » en agriculture et l'accès aux marchés non agricoles d'ici au 30 avril 2006.

Information : http://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/min05_e/min05_18dec_e.htm